



214 COUPS D'ETAT

EN **AFRIQUE**

DEPUIS 1952

COUPS D'ETAT ou **DEMOCRATIE**

**QUEL CHEMIN POUR LES TRANSITIONS
POLITIQUES EN AFRIQUE ?**

LE GRAND DEBAT

MOISE TCHANKOUMI

COUPS D'ETAT OU DEMOCRATIE

Quel chemin pour les transitions politiques en Afrique ? Le grand débat.

Moïse TCHANKOUMI¹

RESUME

L'Afrique a récemment connu une recrudescence des coups d'État, marquant un retour inquiétant à des méthodes de prise de pouvoir qui semblaient appartenir au passé. Des pays comme le Mali, la Guinée, Le Niger, le Gabon et le Soudan ont tous été le théâtre de coups d'État militaires, remettant en question les avancées démocratiques réalisées au cours des décennies précédentes. Cette résurgence des coups d'État a suscité des débats intenses au sein de la communauté des chercheurs et des observateurs de la politique africaine sur la nature et la viabilité de la démocratie, ainsi que sur les facteurs sous-jacents qui favorisent l'instabilité politique dans le continent.

Deux courants de pensée majeurs se dégagent. D'un côté, certains analystes affirment que l'Afrique rejette intrinsèquement la démocratie, la considérant comme un modèle importé et incompatible avec ses réalités socioculturelles. Ils soutiennent l'idée d'une "démocratie à l'africaine" adaptée aux spécificités du continent. De l'autre côté, d'autres observateurs défendent l'universalité de la démocratie et rejettent l'idée de modèles démocratiques distincts. Ils soulignent que les aspirations à la liberté, à la justice et à la participation citoyenne sont partagées par tous les peuples, indépendamment de leur culture ou de leur histoire.

L'analyse des trajectoires politiques africaines depuis les indépendances révèle une alternance entre des périodes de gouvernance démocratique, souvent marquées par des élections frauduleuses et une influence extérieure, et des périodes de régimes militaires ou autoritaires souvent imposés ou soutenus de l'extérieur. Par cette analyse de contenu, je soutiens que l'Afrique n'a jamais connu de véritable démocratie et qu'elle ne peut donc pas rejeter ce qu'elle ne connaît pas ; qu'il n'est pas nécessaire d'inventer un modèle démocratique spécifique à l'Afrique car nombre de pays comme le Ghana ou le Botswana, en raison d'un leadership éclairé, arrivent à trouver leur chemin dans le modèle de démocratie universelle.

¹ Prof. Moïse TCHANKOUMI, universitaire retraité, politiste et économiste, est spécialisé en économie publique et en économie des guerres civiles. Ancien secrétaire général de l'Observatoire Permanent des Conflits en Afrique. Il a enseigné l'économie et la comptabilité publique à l'université de Paris X-Nanterre

ABSTRACT

Recently, Africa has witnessed a resurgence of coups d'état, marking a troubling return to power grabs that seemed to belong to the past. Countries such as Mali, Guinea, Niger, Gabon, and Sudan have all experienced military coups, challenging the democratic progress achieved over previous decades. This resurgence has sparked intense debates among scholars and observers of African politics regarding the nature and viability of democracy, as well as the underlying factors contributing to political instability on the continent.

Two major schools of thought have emerged. On one side, some analysts argue that Africa inherently rejects democracy, viewing it as an imported model incompatible with its sociocultural realities. They advocate for an "African democracy" tailored to the continent's specificities. On the other side, some observers defend the universality of democracy and reject the notion of distinct democratic models. They emphasize that aspirations for freedom, justice, and citizen participation are shared by all people, regardless of culture or history.

An analysis of African political trajectories since independence reveals a pattern of alternating between periods of democratic governance, often marred by fraudulent elections and external influence, and periods of military or authoritarian regimes, frequently imposed or supported from outside. Through this content analysis, I argue that Africa has never experienced true democracy and therefore cannot reject what it has never known. There is no need to invent a specific democratic model for Africa, as many countries, such as Ghana and Botswana, have found their way within the universal model of democracy thanks to enlightened leadership.

INTRODUCTION

Depuis la fin de la guerre froide, l'Afrique a été le théâtre de transformations politiques significatives, marquées par une série de transitions démocratiques encouragées par la communauté internationale et les mouvements populaires internes. Les années 1990 ont été particulièrement notables pour cette vague de démocratisation, où plusieurs pays ont adopté des systèmes multipartites, organisé des élections relativement libres et transparentes, et tenté de consolider des institutions démocratiques. Cette période a été perçue par de nombreux observateurs comme le début d'une ère prometteuse pour la démocratie sur le continent.

Cependant, la réalité de ces transitions s'est révélée plus complexe et souvent décevante. Malgré des progrès initiaux, la consolidation de la démocratie a rencontré de nombreux obstacles, allant de la corruption endémique à la manipulation électorale, en passant par l'ingérence étrangère. La fragilité des institutions démocratiques et l'absence de cultures politiques profondément enracinées ont souvent conduit à des crises politiques récurrentes.

A partir de 2020, une nouvelle vague de coups d'État a secoué l'Afrique, touchant plusieurs pays et suscitant une vive préoccupation de la communauté internationale. Entre 2020 et 2024, huit coups d'État réussis ont été perpétrés, bousculant les fragiles équilibres politiques et ravivant les débats sur les causes profondes de ces ruptures constitutionnelles qui fragilisent les processus démocratiques, entravent le développement économique et social, et exposent les populations à des risques d'instabilité et de violence.

Au-delà des conséquences immédiates, les coups d'État posent des questions fondamentales sur les causes profondes de l'instabilité politique en Afrique. Faut-il y voir le signe d'un échec de la démocratisation ou l'expression de frustrations populaires face à des élites corrompues et inefficaces ? Quel rôle jouent les acteurs externes dans la dynamique des coups d'État ? Comment concilier la stabilité politique avec les aspirations démocratiques des populations africaines ?

Ces questions complexes et urgentes cristallisent chercheurs et observateurs politiques du théâtre empirique africain autour de l'épineux sujet de la démocratisation ; deux courants de pensée majeurs se dégagent.

D'un côté, les uns argumentent que les modèles démocratiques importés ne tiennent pas compte des spécificités culturelles, sociales et historiques des sociétés et sont fondamentalement inadaptés aux réalités africaines². Ils voient dans les récents coups d'État un signe de l'épuisement d'une

² George Ayittey, "Why Western-style democracy is not suitable for Africa", *African Voices*, CNN, (2010).

démocratie imposée de l'extérieur et prônent l'élaboration d'une "démocratie à l'africaine"³ prenant fortement en compte les spécificités socioculturelles et politiques du continent.

D'un autre côté, les autres soutiennent que la démocratie est une aspiration universelle, non limitée par les contextes culturels ou géographiques. Selon cette perspective, les échecs démocratiques sont davantage liés à des pratiques corrompues et à des influences externes qu'à une incompatibilité culturelle.

Le débat entre démocratie importée, démocratie authentique et démocratie universelle est complexe, nuancé et multidimensionnel. Les partisans de chaque camp apportent des arguments solides pour soutenir leur point de vue. D'un côté, l'adaptation des systèmes démocratiques aux réalités locales est cruciale pour garantir leur légitimité et leur efficacité. De l'autre, l'universalité des principes démocratiques offre un cadre solide pour la gouvernance et la protection des droits humains. Mais la réalité n'est pas aussi binaire, comme le montrent les ruptures brutales des trajectoires démocratiques par des coups d'État à répétition.

Cet article se concentre d'abord sur les coups d'État survenus depuis les indépendances, avec pour objectif d'explorer les motivations, la logique et les dynamiques qui les sous-tendent. Comprendre ces éléments est essentiel pour appréhender les défis actuels et futurs de la gouvernance sur le continent. De plus, la période récente a été marquée par une série de renversements de gouvernements dans plusieurs pays, signalant des tendances inquiétantes pour la démocratie et la stabilité.

Pour cadrer l'analyse, nous relançons le débat « démocratie importée - démocratie universelle », en l'enrichissant des arguments développés par les différents acteurs, tout en gardant à l'esprit les contraintes des changements de pouvoir par la force. Ensuite, nous tentons de répondre aux questions fondamentales que pose la résurgence des coups d'État sur les causes profondes de l'instabilité politique en Afrique. Faut-il y voir le signe d'un échec de la démocratisation ou l'expression de frustrations populaires face à des élites corrompues et inefficaces ? Quel rôle jouent les acteurs externes dans la dynamique des coups d'État ? Comment concilier stabilité politique et aspirations démocratiques des populations africaines ? En bref, les pays africains ont-ils jamais connu une véritable démocratisation ? Ici, par une analyse de contenu, nous tentons d'apporter quelques réponses à toutes ces questions, sans simplement décrire les événements, mais en cherchant à comprendre les processus et les implications de ces coups d'État pour la gouvernance démocratique dans ces pays.

³ YANN-GWET, "Une démocratie africaine à inventer ?", *jeune afrique*, (2022)

Par une étude de la trajectoire des démocraties dans deux pays, le Ghana et le Botswana, nous illustrons les dynamiques internes et les réactions externes qui sous-tendent les transitions politiques sur le continent.

Expliquer les dynamiques et les logiques des coups d'État en Afrique

Les coups d'État constituent l'une des dynamiques politiques les plus marquantes et déstabilisatrices de l'Afrique depuis les indépendances des années 1960. Alors que les nations africaines cherchaient à se défaire du joug colonial et à bâtir des États souverains et stables, elles ont été confrontées à des défis immenses, notamment l'instabilité politique provoquée par les renversements de régimes par la force.

La prise du pouvoir politique par la force militaire a été un phénomène récurrent dans de nombreux pays africains. Ces événements ont non seulement perturbé les processus de développement économique et social, mais ont également engendré une culture de l'incertitude et de la méfiance au sein des institutions politiques.

L'analyse de ces coups d'État révèle une diversité de causes et de motivations, allant des rivalités ethniques et des ambitions personnelles aux interventions étrangères et aux crises économiques⁴. En dépit des efforts pour promouvoir la démocratie et la gouvernance stable, ces insurrections ont montré la fragilité des structures étatiques naissantes et la difficulté à consolider des institutions démocratiques solides. En fait, en raison de la recrudescence de ces coups d'État, c'est la démocratie elle-même qui est en question.

Pour analyser les dynamiques et logiques qui animent ces putschs à répétition, nous nous efforçons de comprendre les contextes historiques et politiques distincts qui ont façonné ces événements au cours des trois périodes principales suivantes : de 1960 à 1990, une période marquée par l'instabilité post-coloniale et les régimes autoritaires ; de 1990 à 1999, une période de tentatives de démocratisation malgré la persistance des coups d'État ; et de 2000 à 2023, une période pendant laquelle la modernisation et les nouveaux défis ont continué à influencer les trajectoires politiques des pays africains, fortement perturbée par la résurgence des coups d'État militaires..

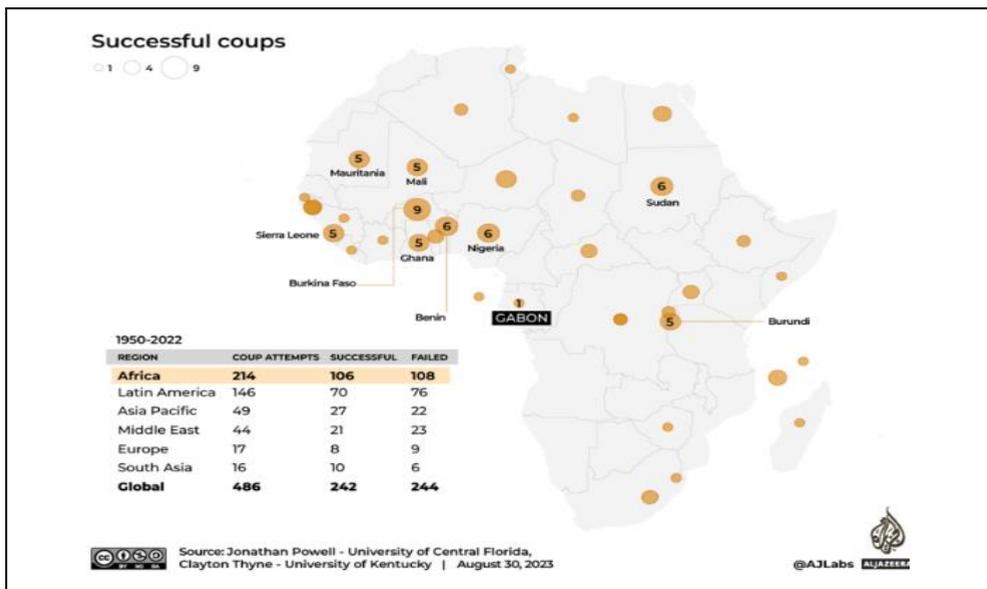
Une cartographie de ces coups d'État par pays est indispensable pour visualiser l'ampleur du phénomène à travers le continent. Ensuite, l'évolution chronologique des coups d'État doit être analysée pour saisir les

⁴ Rosemary H. T. O'Kane, *Coups d'État in Africa: A Political Economy Approach*, *Journal of Peace Research* (1993)

tendances générales et les pics d'instabilité, en examinant également les impacts de ces événements sur les trajectoires politiques des pays touchés. Une attention particulière doit être portée aux coups d'État récents, aux facteurs internes et externes qui ont contribué à ces renversements de pouvoir, ainsi qu'aux conséquences économiques, sociales et politiques qu'ils ont engendrées.

Cartographie régionale des coups d'État en Afrique

La carte ci-dessous montre les pays africains avec le plus grand nombre de coups d'État réussis ou échoués depuis 1950. Cette représentation visuelle offre une perspective claire sur les régions les plus instables du continent en termes de changements de pouvoir par la force.



La carte révèle :

Une concentration en Afrique de l'Ouest et Centrale et un nombre trop élevé de coups d'Etat par rapport au reste du monde

Afrique de l'Ouest : On observe une forte concentration de coups d'État. Des pays comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Ghana et la Guinée sont particulièrement marqués par ces événements. Cette région a souvent été caractérisée par des instabilités politiques, des rivalités ethniques et des luttes pour le pouvoir militaire.

Afrique Centrale : Le Tchad, la République centrafricaine et le Burundi montrent également une fréquence élevée de coups d'État. Ces pays ont souvent été confrontés à des conflits internes, à des régimes autoritaires et à des interventions militaires fréquentes.

Par ailleurs on remarque que sur 486 coups d'État dans le monde de 1952 à 2023, 214 ont été perpétrés en Afrique soit près de la moitié des putschs avec un taux de réussite d'environ 50%.

En conclusion, l'analyse de la répartition géographique de ces coups d'État révèle des schémas régionaux distincts. Certains pays ont été particulièrement vulnérables, tandis que d'autres ont maintenu une stabilité relative. La lecture de cette carte en relations avec d'autres données régionales permet d'identifier plusieurs facteurs qui contribuent à la prévalence des coups d'État dans certaines zones :

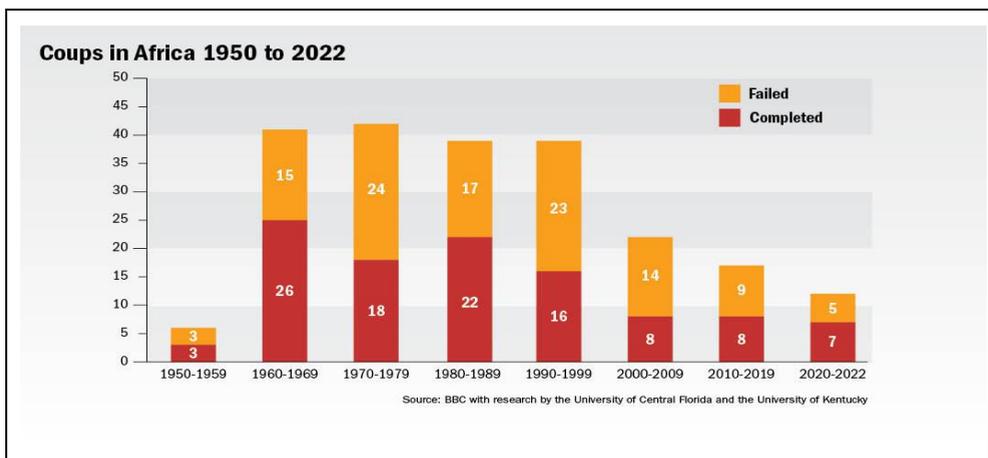
Une faiblesse institutionnelle : les pays où les institutions démocratiques et étatiques sont faibles sont plus susceptibles de connaître des coups d'État. L'absence de mécanismes solides de contrôle et de contrepoids rend les régimes vulnérables aux interventions militaires.

Les conflits ethniques et sociaux : les tensions ethniques et sociales exacerbent l'instabilité politique, créant un terrain fertile pour les coups d'État. Les divisions internes affaiblissent la cohésion nationale et la légitimité des gouvernements.

Les conditions économiques : La pauvreté, le chômage et les inégalités économiques sont des facteurs aggravants. Les populations désespérées peuvent soutenir des changements radicaux, y compris des coups d'État, dans l'espoir d'améliorer leur situation.

Evolution des coups d'État

Le graphique présente le nombre de coups d'État en Afrique entre 1950 et 2022, répartis en décennies et distinguant les coups d'État réussis (en rouge) des coups d'État échoués (en orange). On observe :



Interprétation des Données :

Une tendance générale

Une augmentation initiale et un pic dans les décennies 1960-1980 :

- 1960-1969 : 41 coups d'État (26 réussis, 15 échoués)
- 1970-1979 : 42 coups d'État (18 réussis, 24 échoués)
- 1980-1989 : 39 coups d'État (22 réussis, 17 échoués)

Ces décennies montrent un nombre élevé de coups d'État, avec une légère prédominance des tentatives échouées dans les années 1970. Cela reflète une période d'instabilité politique post-coloniale où de nombreux pays africains, nouvellement indépendants, ont été confrontés à des luttes de pouvoir internes.

Une réduction progressive dans les années 1990-2000 :

- 1990-1999 : 39 coups d'État (16 réussis, 23 échoués)
- 2000-2009 : 22 coups d'État (8 réussis, 14 échoués)

Cette période montre une diminution notable du nombre de coups d'État, marquant peut-être une transition vers plus de stabilité politique et démocratique dans certaines régions.

Nouvelle baisse significative dans les années 2010-2020 :

- 2010-2019 : 17 coups d'État (8 réussis, 9 échoués)
- 2020-2022 : 12 coups d'État (7 réussis, 5 échoués)

La décennie 2010 et les premières années de 2020 continuent de montrer une baisse des coups d'État, mais avec une proportion notablement plus élevée de coups d'État réussis par rapport aux tentatives échouées.

Des points saillants

- 1950-1959 : Début modeste avec un nombre très limité de coups d'État (3 réussis, 3 échoués), marquant peut-être le début des transitions politiques post-coloniales.
- Années 1960 : Période d'instabilité majeure avec le plus grand nombre de coups d'État réussis (26). Cette décennie correspond aux premières années d'indépendance pour de nombreux pays africains, marquées par des luttes pour le pouvoir et des expérimentations politiques.
- Années 1970-1980 : Malgré un nombre élevé de tentatives, la proportion de coups d'État échoués augmente dans les années 1970, suggérant une résistance croissante aux changements violents de régime.

- Années 1990-2000 : Une stabilisation progressive avec une baisse du nombre total de coups d'État. La tendance des années 1990 montre une diminution relative des coups d'État réussis.
- Années 2010-2020 : La tendance à la baisse se poursuit, mais avec une résurgence des coups d'État réussis au début des années 2020. Cela pourrait indiquer des tensions politiques ou des faiblesses institutionnelles persistantes dans certaines régions.

Analyse contextuelle

Ces coups d'État reflètent des dynamiques politiques complexes, influencées par les facteurs suivants :

- Lutte pour le pouvoir post-coloniale : Les premières décennies montrent une forte instabilité due à la transition des régimes coloniaux vers des gouvernements indépendants, souvent avec des institutions politiques faibles.
- Facteurs économiques et sociaux : Les crises économiques, les inégalités sociales et les conflits ethniques ont souvent alimenté les coups d'État.
- Influences internationales : La guerre froide a également joué un rôle, avec des puissances étrangères soutenant différents régimes et factions pour leurs intérêts stratégiques.
- Transitions démocratiques : Les diminutions observées à partir des années 1990 peuvent être attribuées à des efforts de démocratisation et à des réformes institutionnelles dans plusieurs pays africains, soutenues par la communauté internationale.
- Persistance des défis : La résurgence des coups d'État réussis au début des années 2020 suggère que certains défis structurels et contextuels persistent, nécessitant des approches renouvelées pour renforcer la stabilité politique et les institutions démocratiques.

Au total, le graphique illustre une évolution complexe des coups d'État marquée par des périodes de haute instabilité et des tendances vers une plus grande stabilité. Toutefois, les résurgences récentes de coups d'État réussis marquent une rupture des trajectoires des transitions politiques pacifiques et durables.

Expliquer les motivations des coups d'État récents

Les coups d'État récents qui ont secoué l'Afrique ne surviennent pas dans un vide politique. Plusieurs facteurs, souvent imbriqués, contribuent à leur

déclenchement⁵. A partir de 2020, une nouvelle vague de coups d'État a secoué le continent, touchant plusieurs pays et suscitant une vive préoccupation de la communauté internationale. Entre 2020 et 2024, huit coups d'État réussis ont été perpétrés, bousculant les fragiles équilibres politiques et ravivant les débats sur les causes profondes de ces ruptures constitutionnelles. On peut citer : le Mali (2020, 2021), le Tchad (2021), la Guinée (2021), le Burkina Faso (2022, 2023), le Niger (2023) et le Gabon (2023).

Les putschistes emploient souvent le même discours et la même rhétorique, justifiant leurs actions par la nécessité de sauver la nation de la corruption, de l'incompétence et de l'instabilité. Ils utilisent une rhétorique nationaliste pour gagner le soutien de la population. C'est ce que l'on observe dans les cas suivants :

Mali (2020, 2021) :

Au Mali, les coups d'État de 2020 et 2021 illustrent les dynamiques complexes des putschs en Afrique. Les causes incluent l'incapacité à gérer la crise sécuritaire et la corruption. Les conséquences immédiates ont été une transition politique instable, tandis que les implications à long terme restent incertaines. En fait Le Mali a connu deux coups d'État successifs dirigés par le colonel Assimi Goïta. Le premier, en 2020, a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta, accusé d'incompétence face à la crise sécuritaire et aux exactions des groupes jihadistes. Le second coup d'État, en 2021, a écarté les autorités civiles de transition, consolidant le pouvoir des militaires.

Guinée (2021) :

En Guinée, le coup d'État de 2021 a été motivé par des frustrations internes croissantes envers le président Alpha Condé, accusé de corruption et de modification de la constitution pour prolonger son mandat. La prise de pouvoir par le colonel Mamady Doumbouya a été accueillie avec des réactions mitigées tant au niveau national qu'international.

Burkina Faso (2022,2023) :

Le Burkina Faso a connu deux coups d'État en moins de deux ans. Le premier, en 2022, dirigé par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, a renversé le président Roch Marc Christian Kaboré, jugé incapable de contenir les attaques djihadistes. Le second coup d'État, en 2023, a porté au pouvoir le capitaine Ibrahim Traoré, accusant Damiba de ne pas avoir suffisamment combattu les groupes armés. On a justifié les putschs par la nécessité de restaurer la sécurité et l'ordre. La réponse internationale a été

⁵ Ellen Ioanes, "How to understand the recent coups in Africa, Calling African coups contagious is the wrong way to think about it" VOX, (2022).

majoritairement de condamnation, avec des appels à un retour rapide à un gouvernement civil.

Tchad (2021) :

Au Tchad, suite au décès du président Idriss Déby Itno, son fils Mahamat Idriss Déby a pris le pouvoir à la tête d'un conseil militaire de transition. Ce coup d'État a été condamné par la communauté internationale, mais a été justifié par les putschistes comme une nécessité pour maintenir la stabilité face aux menaces rebelles. Actuellement, après une période de transition mitigée, Mahamat Idriss Deby a été élu président.

Niger (2023) :

Au Niger, le président Mahamadou Issoufou, arrivé en fin de mandat, a respecté la limite constitutionnelle des deux mandats. Cependant, un coup d'État mené par des militaires a renversé son successeur désigné, Mohamed Bazoum, accusé de vouloir perpétuer le système Issoufou. La junte militaire dirigée par le général Abdourahamane Tchiani a utilisé une rhétorique nationaliste pour gagner l'adhésion de la population et exiger la rupture des accords militaires avec les anciens partenaires de défense.

Gabon (2023) :

Au Gabon, le 30 août 2023, quelques heures après l'annonce officielle de la victoire d'Ali Bongo, des militaires gabonais, sous le nom de "Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions" (CTRI), prennent le pouvoir ; ils déclarent l'annulation des résultats électoraux et la dissolution des institutions de l'État. Le général Brice Oligui Nguema est nommé président de la transition.

Toutes ces ruptures constitutionnelles ne se réalisent pas dans un vide politique ; plusieurs facteurs, motivations et logiques les sous-tendent.

Facteurs socio-économiques et politiques sous-jacents

Des inégalités sociales et économiques croissantes : La concentration des richesses entre les mains d'une minorité, l'aggravation de la pauvreté et le chômage endémique créent un terreau fertile pour le mécontentement populaire, susceptible d'être exploité par les putschistes.

Pauvreté, chômage et manque de perspectives pour les jeunes : La frustration face à l'absence d'opportunités économiques et sociales constitue une force mobilisatrice pour les jeunes, parfois instrumentalisée par les instigateurs des coups d'État.

Corruption endémique et érosion de la confiance dans les institutions : La perception d'une corruption généralisée et d'un détournement des ressources publiques sape la légitimité des gouvernements et nourrit le sentiment d'impunité. Cette situation peut pousser certains acteurs à voir le recours à la force comme une solution radicale.

Violences intercommunautaires et sentiment d'insécurité : L'instabilité chronique, les conflits ethniques et les violations des droits humains fragilisent le tissu social et peuvent servir de prétexte aux putschistes pour justifier leur intervention et promettre le rétablissement de l'ordre.

Défaillances des processus démocratiques et quête d'alternatives

L'incapacité des gouvernements élus à répondre aux aspirations populaires et à répondre aux besoins fondamentaux de la population, à créer des emplois et à améliorer les conditions de vie, ouvre la voie à la contestation, y compris par des moyens non démocratiques.

Les manipulations électorales, fraudes et verrouillage du système politique, ainsi que la fermeture de l'espace politique à l'opposition, poussent les acteurs exclus à explorer des alternatives extrêmes pour se faire entendre.

La sensation d'exclusion de la vie politique et économique et de marginalisation exprimé par certains groupes sociaux ou certains groupes ethniques nourrit un sentiment de frustration et de colère, susceptible d'être exploité par les putschistes en quête de soutien.

Dans ces contextes de crise et d'instabilité, les militaires peuvent être perçus comme des forces de stabilité et d'ordre, légitimant leur intervention pour "redresser la situation" et justifier le renversement des gouvernements en place.

Les prises de pouvoirs par la force presque populaires marquent une période de rupture et soulèvent de nombreuses interrogations quant à l'évolution des transitions démocratique : faut-il y voir un signe de rejet de la démocratie ou un signe de révolte contre les élites corrompues ? Tel est le débat.

Coups d'État en Afrique : Échec de la Démocratisation ou Révolte contre les Élités Corrompues ?

Au cours des dernières décennies, une recrudescence des coups d'État a été observée, affectant la stabilité politique de plusieurs pays africains. Cette vague récente de putschs remet en question les progrès réalisés en matière de démocratisation et de gouvernance. Par exemple, les coups d'État au Mali en 2020 et 2021, en Guinée en 2021, et au Burkina Faso en 2022 montrent que, malgré les efforts de consolidation démocratique, la gouvernance reste fragile et vulnérable à l'instabilité. Ces événements ont des répercussions importantes, non seulement pour les pays directement touchés, mais aussi pour la stabilité régionale et continentale, souvent exacerbées par les réactions des organisations internationales et régionale.

Les coups d'État récents posent la question de leur signification dans le contexte de la démocratie dans ces pays. Sont-ils le signe d'un échec de la démocratie importée, modelée sur les systèmes occidentaux et imposée aux sociétés africaines ? Ou sont-ils plutôt l'expression de frustrations populaires face à des élites corrompues et inefficaces, suggérant un besoin urgent de réformes pour renforcer une démocratie universelle ?

Échec de la Démocratie Importée :

Argumentations :

À la fin de la période coloniale, les nations africaines nouvellement indépendantes ont hérité de systèmes politiques et institutionnels basés sur les modèles des puissances coloniales. Ces systèmes démocratiques importés étaient caractérisés par des élections régulières, une séparation des pouvoirs, et des institutions de contrôle et de contrepoids. Cependant, ces structures n'ont pas été adaptées aux réalités locales, ce qui a souvent conduit à des défaillances institutionnelles.

La transplantation de ces modèles démocratiques n'a pas tenu compte des contextes socioculturels spécifiques des pays africains. Par exemple, les systèmes de gouvernance traditionnels, qui mettaient l'accent sur le consensus et l'autorité des chefs locaux, ont été marginalisés, créant ainsi un décalage entre les nouvelles structures étatiques et les pratiques politiques locale.

*"En Occident, l'unité économique et sociale de base est l'individu ; en Afrique, c'est la famille élargie ou le collectif."*⁶

Les critiques de la démocratie importée en Afrique soulignent plusieurs points d'inadaptation. Premièrement, ces systèmes n'ont pas réussi à créer des institutions solides capables de résister aux crises politiques et économiques. Deuxièmement, la démocratie importée n'a souvent pas réussi à répondre aux besoins des populations locales, notamment en matière de participation politique et de développement économique.

Les institutions démocratiques occidentales ont souvent été perçues comme des entités étrangères, imposées de l'extérieur et manquant de légitimité locale. Cette perception a contribué à l'instabilité politique, car les populations n'ont pas vu ces institutions comme reflétant leurs propres valeurs et traditions.

Ainsi, pour certains analystes, la solution à ces problèmes réside dans la création d'une démocratie à l'africaine, basée sur les traditions et les structures de gouvernance précoloniales. En Afrique, de nombreux systèmes traditionnels valorisent le consensus et la participation communautaire, des éléments qui peuvent être intégrés dans les structures démocratiques modernes.

Des exemples positifs existent. Le Botswana, par exemple, a réussi à intégrer des pratiques de gouvernance traditionnelles dans son système démocratique moderne, créant ainsi un modèle hybride qui a permis de maintenir une stabilité politique et une bonne gouvernance. Ce modèle repose sur la combinaison des institutions modernes et des pratiques traditionnelles, telles que le kgotla, une assemblée communautaire où les citoyens peuvent participer aux décisions.

Cependant, l'approche consistant à créer une démocratie à l'africaine n'est pas sans défis. La diversité culturelle et ethnique de l'Afrique rend difficile l'élaboration d'un modèle unique de démocratie qui pourrait être appliqué à l'ensemble du continent. De plus, il existe un risque que les élites traditionnelles utilisent leur pouvoir pour perpétuer des systèmes de favoritisme et de népotisme, entravant ainsi le développement démocratique.

Enfin, l'acceptation internationale et l'intégration économique peuvent être plus difficiles pour des systèmes politiques non conformes aux normes démocratiques universelles. Les partenaires internationaux et les investisseurs peuvent hésiter à s'engager avec des régimes qui ne respectent pas les standards démocratiques globalement acceptés.

⁶ George Ayittey, *Why Western-style democracy is not suitable for Africa*, *Ibid*

Frustrations Populaires et Échecs des Élités

Argumentations :

Les coups d'État récents peuvent également être vus comme une manifestation des frustrations populaires face à des élites corrompues et inefficaces. Dans de nombreux pays africains, les populations souffrent de la pauvreté, des inégalités croissantes et de l'absence de services publics de base. Ces conditions créent un terreau fertile pour les révoltes⁷ et les coups d'État, comme le montrent les exemples récents au Mali, en Guinée et au Burkina Faso.

Les élites politiques africaines ont souvent été accusées de corruption systémique et d'inefficacité, ayant failli à leurs responsabilités démocratiques, aggravant ainsi les problèmes économiques et sociaux. Par exemple, en Guinée, la corruption et la mauvaise gestion des ressources naturelles ont alimenté la colère populaire et conduit au coup d'État de 2021.

Pour d'autres observateurs politiques, il est essentiel de se concentrer sur le renforcement des institutions démocratiques et la promotion de la bonne gouvernance. Cela implique des réformes profondes pour réduire la corruption, renforcer l'État de droit et favoriser la participation citoyenne. Les succès récents du Ghana, qui a réussi à organiser plusieurs élections libres et équitables et à assurer des transitions de pouvoir pacifiques, montrent qu'il est possible de réaliser des progrès démocratiques significatifs en Afrique.

Cependant, cette approche présente également des limites. La transformation rapide des systèmes politiques et économiques est difficile, et les tentatives de réforme peuvent rencontrer une forte résistance de la part des élites déjà établies. De plus, les influences persistantes des anciennes structures coloniales peuvent compliquer les efforts de démocratisation.

En résumé, la question de savoir s'il s'agit d'un échec de la démocratie importée ou de l'expression de frustrations populaires face à des élites corrompues n'a pas de réponse simple. Les deux perspectives offrent des explications valables et des solutions potentielles, mais elles rappellent surtout le rôle fondamental joué par les puissances externes, notamment les anciennes puissances coloniales, dans l'expression de la vie démocratique du continent. D'où la question : et s'il s'agissait surtout d'une ingérence ? D'une nécessité de « décolonisation de la démocratie en Afrique ».

⁷ Reuben Twinomujuni, Hannah Muzee, *Explaining the reasons for recent military coups in Africa, the loop.*

L'Afrique a-t-elle jamais connu la démocratie ?

Un regard critique sur les trajectoires des transitions politiques

Le rôle des Interventions Étrangères

On ne peut guère analyser la trajectoire des transitions politiques (coups d'État – Démocratie) sans aborder le sujet de l'influence étrangère, qu'elle soit directe par des interventions militaires ou indirecte par le soutien à certaines factions jouant un rôle significatif dans la propagation des coups d'État en Afrique.

En effet, depuis l'indépendance des pays africains dans les années 1960, les transitions politiques sur le continent ont été marquées par une interaction complexe avec les anciennes puissances coloniales. Ces relations ont profondément influencé les trajectoires politiques des États africains, façonnant leurs institutions, leurs régimes et leurs dynamiques de pouvoir. Mais dans quelle mesure les pays africains ont-ils la liberté de façonner leur démocratie ?

Pour répondre à cette question, nous examinerons l'impact des anciennes puissances coloniales sur les transitions politiques en Afrique de 1960 à 2023, en identifiant trois périodes distinctes : l'ère post-coloniale (1960-1990), la période de démocratisation (1990-2020) et la phase de rupture récente (2020-2023)

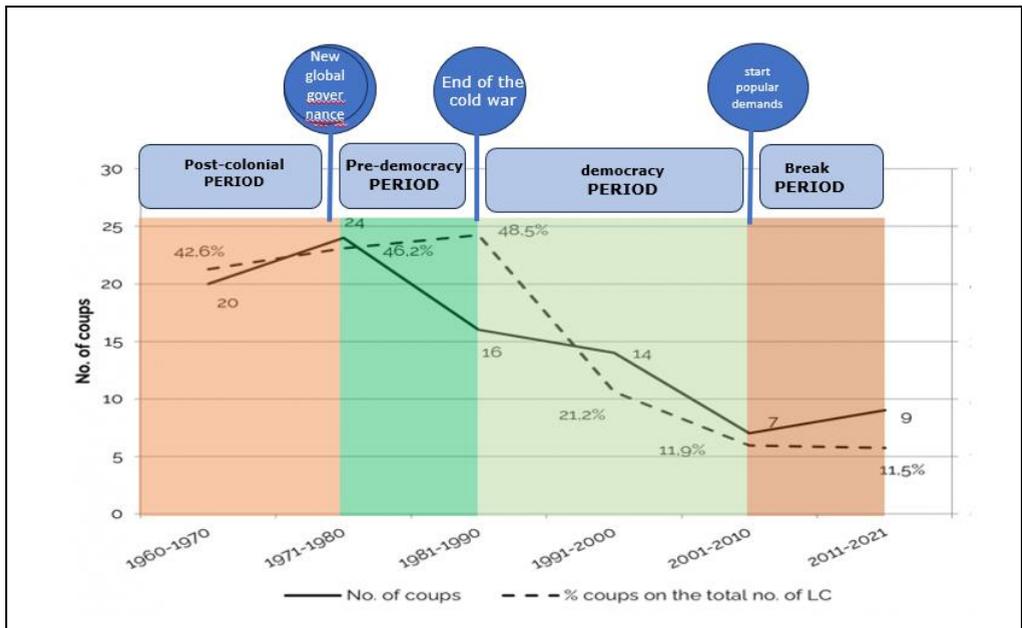
Les années 1960 ont marqué le début d'une nouvelle ère pour les pays africains, avec une vague de décolonisation qui a abouti à l'indépendance de nombreux États. Jusqu'aux années 1990, une période post-coloniale et prédémocratique largement dirigée s'est installée.

À partir des années 1990, avec la fin de la guerre froide, le monde a assisté à une vague de démocratisation en Afrique. Cependant, cette période de démocratisation (1990-2020) n'a pas toujours signifié un véritable transfert de pouvoir au peuple. Les anciennes puissances coloniales ont souvent détourné le processus démocratique pour maintenir des dirigeants impopulaires mais alignés sur leurs intérêts. Ce phénomène de "démocratie de façade" a permis de préserver les structures de pouvoir existantes tout en répondant aux exigences internationales en matière de gouvernance démocratique.

La période récente (2020-2023) est marquée par une rupture significative. Des mouvements populaires, poussés par la frustration face à la corruption, à l'injustice et à la mauvaise gouvernance, ont conduit à des révoltes

massives. Paradoxalement, ces soulèvements ont souvent été récupérés par des coups d'État militaires, remettant en question le progrès démocratique et instaurant de nouveaux régimes autoritaires. Les cas du Mali et du Soudan illustrent cette nouvelle dynamique, où les aspirations démocratiques des citoyens sont capturées par des forces militaires.

Ainsi, nous cherchons à mettre en lumière les mécanismes et les conséquences de l'influence des anciennes puissances coloniales à travers ces trois périodes.



Période Post-coloniale et prédémocratique (1960-1990) : Interventions Directes

Les années 1960 marquent le début d'une nouvelle ère pour les pays africains, avec une vague de décolonisation qui aboutit à l'indépendance de nombreux États. Cependant, ces indépendances politiques ne s'accompagnent pas nécessairement d'une indépendance économique ou stratégique. Les anciennes puissances coloniales, notamment la France et la Grande-Bretagne, continuent d'exercer une influence considérable sur leurs anciennes colonies, cherchant à maintenir leurs intérêts dans ces régions, notamment par des interventions politiques et militaires.

Les interventions directes des anciennes puissances coloniales se manifestent principalement par des coups d'État et le soutien à des régimes autoritaires. Ces actions visent à préserver les alliances stratégiques et les intérêts économiques. Par exemple, en Afrique de l'Ouest et Centrale, la France maintient une présence militaire et économique significative. Des coups d'État sont orchestrés ou soutenus pour installer des dirigeants favorables à Paris. De même, en Afrique de l'Est, la Grande-Bretagne a soutenu la montée au pouvoir de Milton Obote en Ouganda, malgré des méthodes autoritaires, et a perçu le coup d'État militaire mené par Idi Amin comme un contrepoids aux influences soviétiques.

Ces interventions directes ont plusieurs conséquences durables :

- La consolidation des Régimes Autoritaires : Les régimes soutenus par les anciennes puissances coloniales tendent à adopter des politiques répressives pour maintenir leur pouvoir, souvent au détriment des libertés civiles et des processus démocratiques.
- La dépendance Économique et Politique : Les nouveaux États restent économiquement dépendants de leurs anciennes métropoles. Les accords de coopération, les bases militaires et les échanges commerciaux inégaux renforcent cette dépendance, limitant la souveraineté réelle des États africains.

Période de Démocratisation (1990-2020) : le détournement de la Démocratie

La fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique entraînent une pression internationale accrue pour la démocratisation. Les États africains sont poussés à adopter des réformes politiques, y compris des élections multipartites et de nouvelles constitutions garantissant des droits politiques.

Mais, malgré les apparences de démocratie, de nombreux dirigeants impopulaires restent au pouvoir grâce à des manipulations électorales et au soutien des anciennes puissances coloniales qui utilisent divers moyens pour influencer les processus politiques :

- Assistance Électorale : Les aides techniques et financières pour l'organisation des élections sont souvent conditionnées à des résultats favorables aux intérêts des anciennes puissances.
- Influence Économique : Les multinationales occidentales, opérant dans des secteurs clés comme les mines et l'énergie, exercent une pression sur les politiques nationales, favorisant la stabilité des

régimes en place.

Ceci conduit à des résultats mitigés avec : des pseudo-démocraties où des élections ont lieu, mais ne conduisent pas à de véritables alternances démocratiques, les régimes en place manipulant les processus électoraux pour conserver le pouvoir ; des problèmes de gouvernance où la corruption et la mauvaise gouvernance persistent, limitant les progrès sociaux et économiques.

Période de Rupture (2020-2023) : Révoltes et Coups d'État Militaires

La frustration accumulée face à la corruption, aux inégalités socio-économiques et à la mauvaise gouvernance conduit à une série de mouvements populaires dans plusieurs pays africains. Cependant, les aspirations démocratiques de ces mouvements sont souvent récupérées par des coups d'État militaires, ce qui entraîne une nouvelle vague d'instabilité politique.

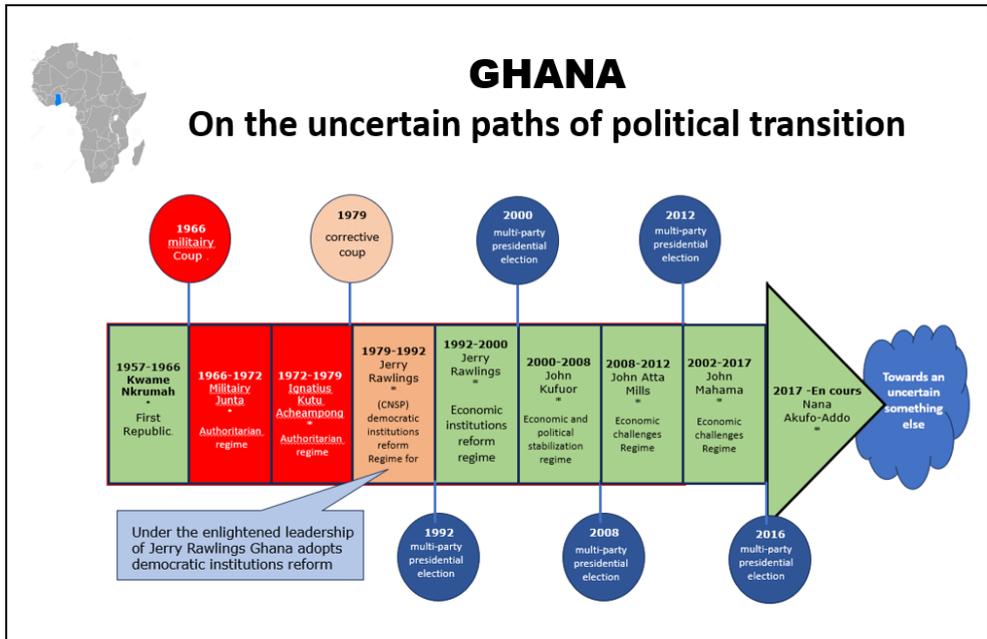
En somme, cette analyse met en évidence l'impact profond et durable des anciennes puissances coloniales sur les transitions politiques en Afrique : de l'intervention directe aux manipulations de la démocratie et aux récentes vagues de révoltes et de coups d'État, ces influences ont façonné les trajectoires politiques du continent. L'Afrique n'a jamais connu de véritable démocratie, ni importée ni universelle. Il a fallu, par un leadership éclairé, se libérer de ces influences pour construire une démocratie durable, comme le montrent les exemples concrets du Ghana et du Botswana.

CAS D'ILLUSTRATION

Le Ghana et Botswana sur le chemin d'une transition Réussie

Le Ghana : Une transition démocratique réussie

Le Ghana est souvent cité comme un exemple de transition démocratique réussie⁸ en Afrique. Après des décennies de régimes militaires et de gouvernance autoritaire soutenus de l'extérieur pour remplacer le président Kwame Nkrumah, figure emblématique de la lutte anticoloniale avec son régime nationaliste et socialiste, le Ghana a entrepris un processus de transition politique vers la démocratie dans les années 1990 grâce au leadership éclairé du lieutenant-général Jerry Rawlings. Par un coup d'État correctif, Rawlings a installé le Ghana sur le chemin d'une transition durable. Ce processus a été marqué par plusieurs éléments clés qui ont contribué à son succès. Jerry Rawlings a lancé une "révolution de nettoyage" visant à lutter contre la corruption. Une période de transition vers la démocratie a été entamée, marquée par l'organisation de référendums et d'élections qui ont conduit en 1992 à l'adoption d'une nouvelle constitution. Le général Jerry Rawlings a été élu président lors des premières élections présidentielles multipartites



^{8 8} Marie de Vergès, "Au Ghana, l'exemplarité démocratique à l'épreuve des urnes", LE MONDE AFRIQUE, (2020)

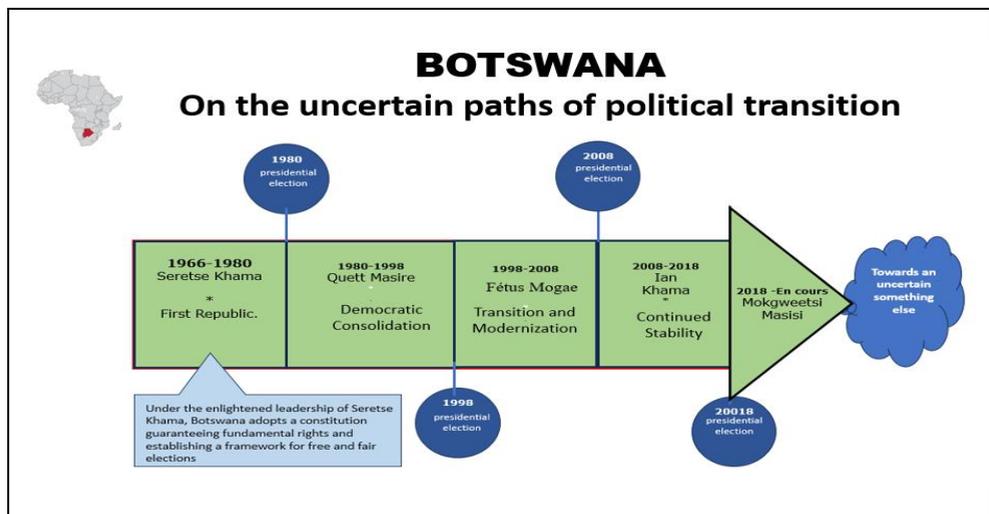
Le Botswana : Une Transition Démocratique Continue et Stable

Avec une trajectoire politique différente de celle du Ghana, le Botswana est souvent considéré comme un modèle de stabilité politique et de transition démocratique réussie en Afrique. Depuis son indépendance en 1966, le pays a maintenu une démocratie stable, caractérisée par des élections régulières, une gouvernance transparente et un développement économique soutenu. Cette stabilité contraste avec les turbulences politiques observées dans de nombreux autres pays africains.

Le Botswana a accédé à l'indépendance en 1966 avec Seretse Khama comme premier président. Leader du Parti démocratique du Botswana (BDP), il a joué un rôle crucial dans la mise en place des institutions démocratiques du pays. Sous son leadership éclairé, le Botswana a adopté une constitution garantissant les droits fondamentaux et établissant un cadre pour des élections libres et régulières.

L'engagement des acteurs politiques et de la société civile, combiné à ce leadership visionnaire des présidents successifs et à une gestion économique prudente, a permis de créer un environnement propice à la stabilité et au développement démocratique. Le soutien international, bien que moins prononcé que dans d'autres contextes, a également contribué à renforcer les institutions et à promouvoir les normes démocratiques

Le Botswana continue d'être un modèle de démocratie et de stabilité en Afrique. Son expérience montre qu'il est possible de construire des sociétés démocratiques et prospères sur le continent, même dans des contextes difficiles.



CONCLUSION

En Afrique, en dehors de quelques exemples inspirants, la démocratie telle qu'elle est pratiquée est une illusion, une façade dissimulant des réalités bien plus complexes et opaques, éloignée des principes fondamentaux qui la définissent. Loin d'être un système transparent et inclusif, elle se caractérise par l'existence de "sphères de pouvoir" occultes, soustraites au contrôle citoyen.

Ces cénacles, où se nouent les véritables décisions, constituent les rouages d'une domination exercée par une minorité au détriment de la majorité. Les processus électoraux, censés incarner la volonté du peuple, sont souvent instrumentalisés par des élites corrompues et des puissances étrangères, notamment les anciennes puissances coloniales, aux intérêts divergents de ceux des citoyens.

Cette confiscation du pouvoir par une minorité "initée" relègue la majorité des citoyens au rang de spectateurs passifs, nourris d'illusions démocratiques et cantonnés à une participation symbolique aux processus décisionnels. La désillusion populaire face à des pratiques politiques opaques et éloignées des préoccupations réelles alimente les tensions sociales et fragilise les fondements mêmes des États africains.

Ces frustrations profondes deviennent alors des terreaux fertiles pour les coups d'État, applaudis par des citoyens désarçonnés, en dépit de leur aversion pour les putschs :

« Ces coups d'État nous épuisent. Les gens ont souffert, perdu des êtres chers, ont été humiliés, appauvris, et ont même perdu la vie. Nous ne voulons pas de ces coups »⁹

La rhétorique habituelle d'une Afrique qui, tel un enfant gâté, refuse tout : « et si l'Afrique refusait le développement importé » ; « et si l'Afrique refusait l'écologie importée » ; « et si l'Afrique refusait la démocratie importée », etc., vient voiler la véritable question de la décolonisation politique en proposant comme toujours ce « quelque chose » à l'africaine. L'idée d'une démocratie à l'africaine, soucieuse de prendre en compte les traditions et les aspirations locales, apparaît séduisante. Elle pourrait même favoriser un modèle démocratique plus inclusif et participatif. Néanmoins, cette approche comporte des risques énormes, notamment celui de légitimer des régimes

⁹ FEMME PARTICIPANTE AU GROUPE DE DISCUSSION, ACCRA, GHANA, "LA DÉMOCRATIE PLUTÔT QUE LES COUPS D'ÉTAT MILITAIRES", PNUD, (JUIN 2022)

autoritaires ou de freiner l'émancipation des citoyens sous prétexte de respect des traditions.

Plutôt que de s'enfermer dans des dichotomies stériles, il est crucial de dépasser les clivages et d'explorer des voies alternatives. L'Afrique a besoin d'une démocratie débarrassée des contraintes de la colonisation, capable d'intégrer quelques spécificités liées aux contextes du continent tout en s'inspirant profondément des principes de la démocratie universelle, comme que l'exprime Shirin Ebadi ¹⁰:

"La démocratie ne reconnaît pas l'Est ou l'Ouest : la démocratie est simplement la volonté du peuple. Par conséquent, je ne reconnais pas qu'il existe différents modèles de démocratie. Il n'y a que la démocratie elle-même."

En conséquence, la clé pour une démocratie durable réside dans une approche pragmatique, inclusive et adaptable, portée par un leadership visionnaire capable de répondre aux besoins diversifiés des populations africaines tout en renforçant les principes de bonne gouvernance. Seule une telle approche permettra de garantir une stabilité politique durable et d'éviter le retour aux pratiques autoritaires et aux coups d'État sur le continent.

---REFERENCES---

1. Apollos O. Nwauwa , "Concepts of Democracy and Democratization in Africa" Revisited Paper presented at the Fourth Annual Kent State University Symposium on Democracy, https://www.kentstateuniversitypress.com/wp-content/uploads/symposium/Nieman/Concepts_of_Democracy.htm?/
2. Ayittey George, "Why Western-style democracy is not suitable for Africa", CNN African Voices, <https://edition.cnn.com/2010/OPINION/08/20/ayittey.democracy.africa/index.html>
3. E. GYIMAH-BOADI (2021), Le recul démocratique en Afrique de l'Ouest : caractéristiques, causes et solutions, université du Ghana,
4. Cheeseman, N., "Pathway to democracy". In G. Lynch and P. VonDoepp (Eds.), Routledge handbook of democratization in Africa. Routledge, 38-51. (2020).
5. Marie de Vergès, "Au Ghana, l'exemplarité démocratique à l'épreuve des urnes, Le président sortant, Nana Akufo-Addo, brigue un second mandat, à l'occasion des élections générales du lundi 7 décembre", LE MONDE AFRIQUE, (2020)

¹⁰ Shirin Ebadi, Prix Nobel de la paix, <https://www.ipu.org/fr/actualites/actualites-en-bref/2021-09/connaissiez-vous-ces-7-citations-sur-la-democratie>

6. Dobry Michel. Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence. In: Revue française de science politique, 50^e année, n°4-5, 2000. pp. 585-614;
7. Duzor, M., Williamson, B. "By the numbers coups in Africa". Voice of America, <https://projects.voanews.com/african-coups/> (2022, February 2)
8. Ellen Ioanes, "What's behind Africa's recent coups Not all coups are the same but they do have some important commonalities." VOX, <https://www.vox.com/world-politics/2023/9/10/23866908/africa-coup-gabon-niger-mali-burkina-faso>. (2023).
9. Ezeanyika, "Can Western Democracy Models be institutionalized in Africa? Reviewing Contemporary Problems and Prospects", <https://escholarship.org/uc/item/71h6g1ft> (2011)
10. Falila Gbadamassi (2020), Jerry John Rawlings, le putschiste qui a fait du Ghana une démocratie, France Télévisions - Rédaction Culture
11. Gyimah-Boadi, Carolyn Logan, Josephine Sanny, "Africans' Durable Demand for Democracy", Journal of Democracy, Volume 32, Number 3, July 2021
12. Pierre Jacquemot (2023), En Afrique, des coups d'État, signes de l'épuisement prématuré de la démocratie importée, Policy Paper - N° 15/23
13. Shaheen Mozaffar (1997), Democratic Transitions in Africa, Bridgewater Review Volume 16 Issue 2 Article 6
14. Noor, Salih, "Democratic Progress and Retreat in Africa: The State and Institutions of Good Governance (2018)". African Studies Association 61st Annual Meeting, <https://ssrn.com/abstract=3419612>, (2018).
15. Okey Onyejekwe, "Embracing Homegrown Democracy: Why Western Democracy Might Not Work In Africa" , About The African Center For Governance And Economic Management , <https://acgemafrica.org/research/>.
16. PNUD, LA DÉMOCRATIE PLUTÔT QUE LES COUPS D'ÉTAT MILITAIRES : Perspectives citoyennes pour un renouveau démocratique en Afrique
17. Céline Thiriot (2024), Le phénomène constituant - Transitions politiques et changements constitutionnels en Afrique - Presses de l'Université Toulouse Capitole, p. 29-49
18. Reuben Twinomujuni, Hannah Muzee, "Explaining the reasons for recent military coups in Africa", the loop, <https://theloop.ecpr.eu/explaining-the-reasons-for-recent-military-coups-in-africa/>.
19. YANN-GWET, "Une démocratie africaine à inventer ?" ,jeune afrique,(2022)

Au cours des dernières décennies, une recrudescence des coups d'État a été observée, affectant la stabilité politique de plusieurs pays africains. Cette vague récente de putschs remet en question les progrès réalisés en matière de démocratisation et de gouvernance.

Les coups d'État récents posent la question de leur signification dans le contexte de la démocratie dans ces pays. Sont-ils le signe d'un échec de la démocratie importée, telle que modelée sur les systèmes occidentaux et imposée aux sociétés africaines ? Ou sont-ils plutôt l'expression de frustrations populaires face à des élites corrompues et inefficaces, suggérant un besoin urgent de réformes pour renforcer une démocratie universelle ?

Ce débat, crucial pour comprendre les dynamiques politiques actuelles et pour envisager des solutions adaptées à la réalité africaine, est loin d'être aussi binaire ; il soulève une question fondamentale : les pays africains ont-ils jamais connu une véritable démocratisation ?

L'auteur soutient que, dans la trajectoire des transitions politiques démocratiques, l'Afrique ne s'est jamais libérée de l'influence oppressante des forces extérieures, notamment des anciennes puissances coloniales ; l'Afrique n'a jamais connu de véritable démocratie et qu'elle ne peut donc pas rejeter ce qu'elle ne connaît pas.

A propos de l'auteur : :

Moïse TCHANKOUMI, Universitaire retraité, politiste et économiste, est spécialisé en économie publique et en économie des guerres civiles, il est expert civil en Maintien de la Paix, distingué PMCSC.

Après avoir enseigné l'économie et la comptabilité publique à l'université de Paris X-Nanterre, il a été secrétaire général de l'Observatoire Permanent des Conflits en Afrique ; institution créée sous l'impulsion de plusieurs chefs d'états africains en réponse au drame rwandais et présidé par S.E Issoufou DJERMAKOYE, ancien secrétaire général adjoint des Nations Unies. Il a ensuite assuré plusieurs missions de conseil et d'enseignement auprès d'institutions diverses (Onusiennes, gouvernementales ou non gouvernementales) concernées par les questions de maintien de la paix. Il est par ailleurs auteur de plusieurs publications notamment sur les questions de la décentralisation parmi lesquelles « *Cultural decentralization ...* » (2004), publication la plus pertinente proposée sur ce sujet dans une barre de recherche internet.